



## JUSQU'OU IRONT-ILS ???

Depuis plusieurs années, nous subissons la dégradation de nos conditions de travail et aujourd'hui, ce phénomène s'accroît avec l'application d'une gestion RH qui méprise l'aspect humain et suit méthodiquement la logique implacable de sa « calculatrice ».

Nous ne pouvons cautionner l'irrespect témoigné à nos collègues, notamment ceux du SGCD, à qui l'on explique « qu'ils ne servaient à rien », les suppressions de postes, des modifications de méthodologie de travail mises en place sans concertation, ni modification des fiches de poste et d'organigramme, les remplacements non anticipés réalisés sans cohérence et sans le respect du choix des candidats sur MOB-MI, l'appel à des contractuels en perpétuelle rotation, le fait d'entendre « que les anciens partent il faut des jeunes » l'inégalité de traitements des agents....

Précurseur dans la gestion des risques psycho-sociaux, la préfecture de la Sarthe a été la première de France à établir un bilan et proposer des pistes d'améliorations que l'Administration a désavouées.

Pour se justifier, elle a fait appel au CNAM qui, étonnamment, a rendu des conclusions souvent similaires au travail initial.

De tout cela, rien ne transpire : le rapport du CNAM n'a pas été porté à la connaissance des agents et les pistes d'actions ne sont pas mises en place, malgré les relances faites par le CNAM et les syndicats lors des CHSCT.

Vos syndicats FO et SUD ont expliqué ces faits préoccupants au Préfet en juillet qui nous a dit comprendre ces inquiétudes et vouloir améliorer la communication. Le repas qu'il a offert aux agents en septembre a été une démarche positive de convivialité.

Cependant dernièrement, les agents nous remontent des problèmes de différences de traitement dans les services de la préfecture. Certains bureaux coulent et n'arrivent plus à soutenir les multiples commandes. La souffrance au travail est très forte, notamment au SGCD .

Par ailleurs, le processus d'attribution des primes CIA de fin d'année risque d'accroître ce sentiment d'inégalité.

Exempt de revalorisation salariale, oubliés quant à la participation de l'employeur aux frais de mutuelles depuis plusieurs années, les montants des CIA sont ridicules comparés au 13<sup>e</sup> mois du privé, et ne récompensent pas les agents à la hauteur de leurs efforts.

L'administration a aujourd'hui les pleins pouvoirs et nous, syndicats, sommes parfois, victimes de défiance et de mépris de sa part (en témoigne la non communication des tableaux d'avancement des agents techniques).

Le dialogue social n'est qu'une formalité de la part de la direction SGCD et ne permet pas de débattre et d'exposer nos inquiétudes pour construire les bases d'un travail commun où nous aurions tous à gagner (pour éviter la souffrance au travail de beaucoup de collègues par ex).

Pour terminer, en parodiant un sketch connu, nous pourrions résumer l'attitude de l'administration par cette phrase : « il ne faut pas prendre les agents pour des imbéciles, mais il ne faut pas oublier qu'ils le sont. »